

Unité Inter départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ELIS ANJOU (SAS LES LAVANDIERES)

Z.I. Les Carrières
BP 75
49240 Avrillé

Références : 2023-101_ELIS ANJOU (SAS LES LAVANDIERES)_INSP_RAP
Code AIOT : 0006302424

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement ELIS ANJOU (SAS LES LAVANDIERES) implanté Z.I. Les Carrières - 10 rue de la Ternière BP 75 49240 Avrillé. L'inspection a été annoncée le 10/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELIS ANJOU (SAS LES LAVANDIERES)
- Z.I. Les Carrières - 10 rue de la Ternière BP 75 49240 Avrillé
- Code AIOT : 0006302424
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ELIS ANJOU exploite ZI Les Carrières à Avrillé une blanchisserie industrielle sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 septembre 1999. L'activité principale du site est le nettoyage de linges plats (draps ...), de vêtements professionnels et de tapis.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exutoire des eaux pluviales – Suite visite du 14/06/2019	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 4.4.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Arrêt installation distribution de carburant – Suite visite du 14/06/2019	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 3.3	/	Sans objet
8	Eaux industrielles résiduelles - Valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 4.4.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien des séparateurs à hydrocarbures – Suite visite du 14/06/2019	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 4.4.2	/	Sans objet
3	Stockage des produits chimiques – Suite visite du 14/06/2019	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 4.6.1 et 4.6.2	/	Sans objet
4	Recalage de l'autosurveillance – Suite visite du 14/06/2019	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 4.5.4	/	Sans objet
5	Mise à jour situation administrative – Suite visite du 14/06/2019	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 1	/	Sans objet
6	Recherche de substances dangereuses dans l'eau – Suite visite du 14/06/2019	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 55	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les sept constats de la visite précédente, deux n'ont pas pu être soldés dont notamment celui sur le raccordement du réseau des eaux pluviales du site.

Certains paramètres d'analyses des eaux résiduelles industrielles présentent des non-conformités aux valeurs limites indiquées dans le programme de surveillance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exutoire des eaux pluviales – Suite visite du 14/06/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des aires de circulation et de stationnement transitent dans un débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre l'exutoire réservé aux eaux pluviales. [...] Les eaux de ruissellement des toitures, séparées des eaux pluviales des voiries et des aires de stationnement, sont directement évacuées vers l'exutoire réservé aux eaux pluviales. L'exploitant se raccordera au réseau d'eaux pluviales dès sa création dans la zone industrielle.
Constats : Suite à la visite d'inspection du 14 juin 2019, il était demandé à l'exploitant d'étudier la possibilité de raccorder les réseaux d'eaux pluviales du site au réseau de la zone industrielle (en prenant contact avec le gestionnaire de réseau - service technique de la ville d'Avrillé) et de proposer une solution de raccordement accompagnée d'un échéancier de mise en oeuvre. Par courrier du 2 octobre 2019, l'exploitant avait indiqué avoir pris contact et rendez-vous (27/09/2019) avec le gestionnaire du réseau communal des eaux pluviales. L'exploitant précisait que selon le règlement de voirie de la commune (transmis à l'inspection), la mairie se réserve le droit d'accepter ou non un raccordement en fonction de la charge que le site pourrait représenter dans le réseau communal. Par ailleurs, l'exploitant précisait qu'un passage caméra dans la rue Ternière devait être réalisée (afin de connaître la situation du réseau existant devant le site). Lors de la visite d'inspection du 21 février 2023, l'exploitant a indiqué qu'il avait re-sollicité le gestionnaire de réseau par mail du 16/02/2023 (copie transmise à l'inspection) pour connaître les décisions qui avaient été prises suite au rendez-vous de septembre 2019 (l'exploitant n'ayant pas retrouvé de traces écrites de l'avancement des différentes actions suite au changement de personnel traitant le dossier). Par consultation du plan de masse des réseaux, il a été constaté que les eaux pluviales de voirie, au niveau de la zone des quais d'expédition de la blanchisserie, ne transitent pas par un débourbeur et séparateur à hydrocarbures avant rejet dans l'exutoire (milieu naturel). → Le constat est reporté : l'exploitant transmettra à l'inspection la réponse du gestionnaire de réseau quant au raccordement du réseau d'eaux pluviales du site au réseau de la zone industrielle. En fonction de celle-ci, il se positionnera sur la solution de raccordement à mettre en place et sur son échéancier. → L'exploitant indiquera les actions correctives nécessaires pour mettre en conformité le réseau d'eaux pluviales du site (eaux pluviales de la zone du quai d'expédition ne transitant pas par un débourbeur et séparateur à hydrocarbures).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Entretien des séparateurs à hydrocarbures – Suite visite du 14/06/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, provenant des aires de distribution du carburant et de la station de lavage des véhicules, transitent par débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau d'eaux usées. Les eaux pluviales provenant des aires de circulation et de stationnement transitent dans un débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre l'exutoire réservé aux eaux pluviales. [...] Les ouvrages sont régulièrement entretenus conformément aux recommandations du constructeur.
Constats : Suite à la visite d'inspection du 14 juin 2019, il était demandé à l'exploitant de justifier que les deux séparateurs font l'objet d'un entretien annuel. Une consignation de l'entretien de ces dispositifs était attendue. Par courrier du 2 octobre 2019, l'exploitant indiquait que le séparateur à hydrocarbures présent aux abords du bâtiment de l'accueil du site n'avait pas fait l'objet d'un nettoyage en 2018 et que celui-ci était prévu fin octobre 2019. Le nettoyage et le curage du débourbeur de la station des véhicules et du séparateur à hydrocarbures avec débourbeur du réseau des eaux pluviales ont été réalisés le 7 février 2023 ainsi que le 8 décembre 2022 (comptes rendus d'intervention n°3539439 et n°3468626 transmis à l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 4.6.1 et 4.6.2
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.6.1 : Toutes les dispositions sont prises pour éviter tout déversement de produits dont les caractéristiques et les quantités émises seraient susceptibles d'être à l'origine d'une pollution ou capables d'altérer le rendement des ouvrages d'épuration [...]</p> <p>Article 4.6.2 : [...] Les capacités de rétention résistent à la pression des fluides et à l'action chimique des produits contenus. Elles sont maintenues en permanence propre et vides de tout matériel ou de tout fluide de nature à limiter le volume disponible.</p>
<p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 14 juin 2019, il était demandé à l'exploitant de nettoyer la rétention de la cuve d'acide sulfurique dans les plus brefs délais et de vérifier son état. Par ailleurs, des propositions de contrôle des rétentions des cuves de produits chimiques étaient attendues.</p> <p>Par courrier du 2 octobre 2019, l'exploitant a indiqué que la cuve d'acide sulfurique a été nettoyée et que des vérifications mensuelles de l'état de la cuve et de sa rétention seront intégrées au planning préventif du site.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21 février 2023, l'exploitant a indiqué que la rétention de la cuve d'acide sulfurique est vérifiée tous les deux mois par le prestataire qui intervient sur les réseaux (cette action fait partie des prestations indiquées dans l'abonnement n°2022/12/403MR du 02/01/2023 passé auprès du prestataire). La rétention a été vue au cours de la visite du site et n'appelle pas de remarque de l'inspection.</p> <p>Concernant les rétentions enterrées et recouvertes par un plancher (présentes dans le local lessiviel), l'exploitant a indiqué que leurs vérifications ont été intégrées au planning de l'intervention de la maintenance et que celles-ci sont effectuées mensuellement via le levage des planches du plancher (copie de la fiche GMAO et exemples d'ordre de travail relatif au contrôle de la rétention des cuves de javel, eau oxygénée et soude transmis à l'inspection).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Recalage de l'autosurveillance – Suite visite du 14/06/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 4.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles résiduelles
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder tous les trimestres à un recalage de son autosurveillance par un laboratoire agréé [...] Ce contrôle porte sur l'ensemble des paramètres visées à l'article 4.4.3 ci-dessus complété par les éléments suivants : hydrocarbures totaux, cyanures oxydables par le chlore, Cr VI, CrIII, Cd, Fe, Cu, Zn, Ni, Pb, Hg, Al, Sn. [...]</p>
<p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 14 juin 2019, il était demandé à l'exploitant de respecter la fréquence trimestrielle d'analyse fixée dans l'arrêté préfectoral et de porter une attention particulière au paramètre Fer+Al pour que sa valeur limite soit respectée à l'échéance 2020.</p> <p>Par courrier du 2 octobre 2019, l'exploitant indiquait le planning des analyses trimestrielles de 2019 et précisait qu'une attention particulière serait donnée au respect des fréquences trimestrielles pour l'année 2020. Par ailleurs, une étude pour identifier les causes des dépassements pour le paramètre Fer+Al était en cours (réalisation d'une cartographie en différents points des réseaux eau neuve et eaux usées afin de déterminer les éléments contributeurs de ce paramètre).</p> <p>Sur l'année 2022, quatre analyses trimestrielles (28/02/22 ; 01/06/22 ; 21/09/22 ; 30/11/22) ont été réalisées par le prestataire SGS (accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 - attestation d'accréditation n°1-6448 rév.4).</p> <p>La fréquence trimestrielle d'analyse a été respectée.</p> <p>Le constat sur le paramètre Fer+Al et le respect attendu de sa valeur limite est abordé au point n°8 - "Eaux industrielles résiduelles - Valeurs limites".</p>
<p>Observations : Les analyses ont porté sur les composés prescrits à l'article 4.5.4 et sur le programme de surveillance des rejets aqueux (défini le 6 décembre 2019). Cependant, les paramètres pH et température n'ont pas été mesurés au cours de ces analyses sur 24 heures (aucune indication quant à leur valeur).</p> <p>L'exploitant veillera à intégrer les paramètres pH et température aux prochains contrôles de recalage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mise à jour situation administrative – Suite visite du 14/06/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature
Prescription contrôlée : Cf. Tableau dans AP
<p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 14 juin 2019, il était demandé à l'exploitant de transmettre une revue de conformité du stockage DASRI (porté à la connaissance du préfet en 2013) aux dispositions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 (le porter à connaissance de 2013 comportant une revue de conformité à l'arrêté ministériel du 18/07/2011 qui a été abrogé).</p> <p>Par courrier du 2 octobre 2019, l'exploitant a fourni une revue de conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718. L'exploitant précise que le stockage DASRI présent sur site est conforme à l'arrêté ministériel et qu'aucune demande d'aménagement est à envisager.</p> <p>Le stockage de DASRI n'a pas fait l'objet de point de contrôle et n'a pas été vu au cours de la visite d'inspection du 21 février 2023.</p>
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection le tableau de positionnement vis-à-vis des rubriques de la nomenclature ICPE mis à jour (quelques grandeurs caractéristiques ayant évolué).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Recherche de substances dangereuses dans l'eau – Suite visite du 14/06/2019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 55
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles résiduelles
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 56 à 59.
<p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 14 juin 2019, il était demandé à l'exploitant de transmettre un programme de surveillance actualisé (en prenant en compte les remarques de l'inspection indiquées par courrier du 7 mai 2019).</p> <p>Par courrier du 2 octobre 2019, l'exploitant a fourni un programme actualisé de surveillance des rejets d'eaux résiduelles industrielles. Il précisait que pour les "autres substances de l'état chimique" (indiquées à l'alinéa III de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011), celles-ci n'avaient pas fait partie des programmes RSDE entre 2002 et 2016 et que des études étaient en cours afin de fournir un positionnement sur leur présence pour la fin 2022.</p> <p>Le programme de surveillance des rejets aqueux a été acté par courrier du 6 décembre 2019.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21 février 2023, l'exploitant a indiqué que le DEHP est la seule substance qui est ressortie de l'étude sur les "autres substances de l'état chimique". Le DEHP a donc été ajouté au programme de surveillance du site, à une fréquence trimestrielle (du fait du flux rejeté).</p>
Observations : L'inspection mettra à jour le cadre GIDAF de l'établissement (ajout du paramètre DEHP).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 3.3
Thème(s) : Situation administrative, Abandon d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : Toute cessation d'activité d'une installation autorisée au titre du présent arrêté fait l'objet d'une déclaration au préfet au moins un mois avant cette cessation [...]</p> <p>Constats : Pour rappel, l'installation de distribution de carburant a été démantelée en 2017 et la cuve enterrée de gas-oil ayant été vidangée, dégazée et inertée au béton (en l'absence de contrainte particulière, elle aurait dû être évacuée). Il n'y a pas eu d'investigations de sol pour démontrer l'absence d'impact dans les sols.</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 14 juin 2019, il était demandé à l'exploitant de justifier de l'impact dans les sols au droit de la cuve et de l'installation de distribution de carburant.</p> <p>Par courrier du 2 octobre 2019, l'exploitant indiquait qu'aucune fuite n'avait été identifiée ou recensée pendant la période d'utilisation de la pompe de distribution et que la zone concernée par l'ancienne installation se situe sur le parking où il est difficile de la rendre accessible pour la réalisation de travaux de démantèlement. Il précisait que la zone est bitumée et protégée des intempéries (faible risque de transfert de l'impact). Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que des provisions environnementales sont déjà existantes pour réaliser les travaux de démantèlement et la vérification du milieu en cas de cessation d'activité du site.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21 février 2023, l'exploitant a indiqué que la cuve enterrée est de type simple peau mais n'a pas pu préciser sa date d'installation. L'absence de fuite de la cuve (de sa date d'installation à son inertage) n'a pas pu être justifiée.</p> <p>La mise à l'arrêt de l'installation de distribution de carburant et l'inertage de la cuve enterrée n'auraient pas été portés à la connaissance du préfet.</p> <p>L'inspection a informé l'exploitant des dispositions prévues par l'article R.512-46-24 bis du Code de l'environnement : "Lorsque l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement arrête définitivement, au sens de l'article R. 512-75-1, une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à enregistrement et que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-46-26. Dans ce cas, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé."</p> <p>→ L'exploitant notifiera au préfet l'arrêt de l'installation de distribution de carburant et l'inertage de la cuve enterrée et demandera le cas échéant le report de la réhabilitation, en apportant les éléments justificatifs nécessaires.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Eaux industrielles résiduares - Valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles résiduares
Prescription contrôlée : Les eaux industrielles résiduares rejetées, comprenant notamment les effluents du procédé de production (vidange des machines à laver et du tunnel de lavage), de la station de lavage des véhicules et les eaux pluviales de l'aire de distribution du carburant et de la station de lavage, respectent les valeurs limites suivantes : cf. Tableau dans AP. cf. Programme de surveillance des rejets aqueux actualisé par courrier du 6 décembre 2019.
Constats : Le fichier d'extraction de l'enregistrement en continu des paramètres pH, débit et température pour le mois de janvier 2023 a été consulté. La fréquence d'enregistrement est de 5 minutes. Des légers dépassements de la valeur limite supérieure du pH (8.5) ont été enregistrés le 10 et 19 janvier (des pH entre 8,5 et 9). De janvier 2020 à janvier 2023 (cf. déclaration GIDAF), la concentration du paramètre Fe+Al a été supérieure à la valeur limite de 5 mg/L à une seule reprise en décembre 2022 (5,3 mg/L). L'exploitant a indiqué que si le dépassement de la valeur limite se poursuivait sur les prochaines mesures, il mettrait en place la cartographie indiquée dans son courrier du 2 octobre 2019 (cf. point n°4 "Recalage de l'autosurveillance"). En décembre 2022, la concentration en DBO5 (810 mg/L) a été supérieure à la valeur limite (800 mg/L) à une reprise. L'exploitant a indiqué que cela provenait de la salissure et des produits lessiviels. En janvier 2023, les mesures hebdomadaires du paramètre DBO5 étaient conformes. Les quatre analyses trimestrielles 2022 (rapports SGS) du paramètre AOX ont mis en évidence un dépassement de la valeur limite (1 mg/L si flux supérieur à 30 g/j). L'exploitant a indiqué que cela était lié à la consommation de javel et à la façon de la neutraliser. Suite à un travail avec son lessiviel, l'exploitant a diminué la javel et a mis en place un ajout d'H2O2 pour neutraliser la javel. La concentration d'AOX est ainsi passée de 2.60 mg/L en mars à 1.20 mg/L en décembre 2022. L'exploitant va porter une attention sur les futurs résultats des mesures. Les concentrations en DEHP des trois premiers trimestres 2022 (de 92.35 µg/L à 107,55 µg/L) étaient supérieures à la valeur limite (50 µg/L) (rapports SGS). Seule la concentration du dernier trimestre était conforme (45.24 µg/L). L'exploitant a indiqué que la conformité de la dernière analyse pouvait provenir du travail qui a été effectué avec le prestataire SGS quant à la méthode d'analyse de ce paramètre (substance difficile à mesurer, qui proviendrait selon l'étude menée par le groupement des entreprises industrielles des services textiles du linge et des salissures). La concentration en hydrocarbures totaux de décembre 2022 (21,04 mg/L pour un flux de 4.60 kg/j - cf. déclaration GIDAF et rapport SGS) est supérieure à la valeur limite (10 mg/L si flux supérieur à 100 g/j). → Les rejets des eaux résiduares industrielles ne sont pas conformes aux valeurs limites. L'exploitant portera une attention particulière aux résultats des futures analyses des paramètres Fe+Al, AOX, DEHP et Hydrocarbures totaux et mettra en place des actions correctives si nécessaire. → L'inspection rappelle que le paramètre DEHP est visé par un objectif de suppression et qu'il doit satisfaire les dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.
Observations : Des incohérences entre les déclarations GIDAF et les rapports d'analyses ont été constatées (erreurs sur les unités de mesures notamment). L'exploitant s'assurera de renseigner les résultats sous la bonne unité de mesure lors des prochaines déclarations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet